

**Délibération n° 2021-09-23/12**

**Objet : Approbation du règlement intérieur d'utilisation des véhicules de service et de la liste des mandats, fonctions et missions ouvrant droit au remisage à domicile**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU JEUDI 23 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi vingt-trois septembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 17 septembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 25**

**Nombre de membres représentés : 3**

**Secrétaire de séance : Brigitte RODRIGUEZ**

**Présents : Jean-Pierre RICO**

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

**Absents représentés :** Christiane PISTRE *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Benoît DELTOUR *pouvoir à* Mario MARCOU, Laurie BELTRA *pouvoir à* Jean-Pierre RICO.

**Absent non représenté :** Romain CASAS-MATEU

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

---

***Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle, rapporte :***

La commune de Pérols n'attribue pas de véhicule de fonction au sens de l'article 21 de la loi 90-1067 du 28 novembre 1990. (« ....un logement de fonction et un véhicule peuvent être attribués par nécessité absolue de service aux agents occupant l'un des emplois fonctionnels d'un département ou d'une région ou de directeur général des services d'une commune de plus de 5 000 habitants.... »).

La présente délibération porte donc uniquement sur les véhicules de service.

La commune de Pérols dispose d'un parc de véhicules de service mis à la disposition des agents accrédités par l'autorité territoriale, pour les déplacements en lien avec les activités d'intérêt communal exclusivement.

La rationalisation de la gestion de ce parc et les impératifs de transparence imposent que les utilisateurs soient informés des conditions relatives à son utilisation.

A cet effet, un règlement intérieur d'utilisation des véhicules de services a été élaboré et soumis à l'avis du Comité technique réuni le 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Ce règlement intérieur a pour objet de rappeler les contraintes juridiques, financières et techniques qui s'imposent aux utilisateurs des véhicules de service.

Par ailleurs, conformément à l'article L2123-18-1-1 du Code général des collectivités territoriales, il appartient au Conseil municipal de fixer la liste des mandats, fonctions et missions ouvrant droit à la possibilité de remisage à domicile des véhicules de service.

Les modalités de remisage à domicile sont fixées au règlement intérieur des véhicules de service comme suit :

#### **Modalités d'autorisation**

**Le remisage du véhicule de service au domicile de l'agent reste l'exception.**

Il est encadré par une délibération du Conseil municipal qui fixe la liste des mandats, fonctions et missions ouvrant droit à la possibilité de remisage à domicile.

Pour des facilités d'organisation du travail et la gestion des astreintes sur le territoire de la Commune, à titre dérogatoire, certains agents peuvent exceptionnellement être autorisés par l'autorité territoriale à remiser le véhicule de service à leur domicile.

L'autorisation de remisage à domicile peut être permanente ou ponctuelle, elle est signée par l'Autorité territoriale après avis du chef de service, du directeur de pôle et du Directeur général des services. Elle est signée par l'intéressé. (Annexe 4).

En cas de remisage à domicile non programmé, ce document devra être complété au retour de l'agent, sur justification fondée.

#### **Conditions d'utilisation du véhicule remisé à domicile**

L'agent qui bénéficie d'une autorisation de remisage à domicile s'engage à n'utiliser le véhicule qu'à l'usage exclusif des missions qui lui sont confiées.

L'usage privatif du véhicule est strictement interdit et seul le trajet travail / domicile le plus direct est autorisé.

Le véhicule de service ne peut être utilisé à des fins personnelles, en semaine, le week-end ou en période de congés.

Durant les périodes de congés ou toutes autres absences (formation, maladie, évènement spéciaux et ou familiaux...), le véhicule de service doit rester à la disposition de la collectivité et remisé sur site.

Il pourra ainsi être mis à disposition d'autres utilisateurs.

#### **Transport de tiers**

Aucune personne non autorisée ne peut prendre place dans le véhicule de service.

Il ne peut, par exemple, être utilisé pour emmener son conjoint ou ses enfants.

Il est en revanche possible de transporter des personnes appartenant à la Collectivité, des élu(e)s, ainsi que des personnes extérieures dans le cadre du service.

### **Responsabilité du titulaire de l'autorisation de remisage à domicile**

L'agent s'engage à remiser le véhicule sur un emplacement de stationnement autorisé, à fermer à clé le véhicule ainsi qu'à dissimuler tout objet contenu dans le véhicule susceptible d'attirer l'attention.

Pendant le remisage à domicile, la collectivité reste responsable de tous vols et de toutes dégradations, liée à une effraction ou avec violences corporelles.

La déclaration aux services de Police ou de Gendarmerie servira de preuve d'absence de responsabilité de l'utilisateur.

### **Réglementation au regard des avantages en nature**

Les autorisations sont accordées au regard d'une astreinte ou fonctions particulières justifiant que les agents puissent à tout moment devoir utiliser un véhicule de service ; ces utilisations ne sont pas constitutives d'avantages en nature et les utilisateurs titulaires d'une autorisation de remisage à domicile sont par conséquent exonérés de toute déclaration et toute cotisation auprès des services fiscaux et de l'URSSAF.

Un véhicule de service, qui malgré l'interdiction d'utilisation privative, serait utilisé pour des besoins personnels entrerait dans le champ des avantages en nature, soumis à contribution et cotisations sociales et à d'éventuelles sanctions disciplinaires.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver que la commune renonce à l'attribution d'un véhicule de fonction au sens de l'article 21 de la loi 90-1067 du 28 novembre 1990 ;
- approuver le règlement intérieur des véhicules de service tel qu'annexé à la présente délibération ;
- fixer la liste des mandats, fonctions et missions ouvrant droit à la possibilité de remisage à domicile :
  - **A titre ponctuel, lorsque l'exécution d'une mission le justifie :**
    - Le Maire, un(e) adjoint(e), un(e) conseiller(ère) municipal(e)
    - Le Directeur de Cabinet
    - Le Directeur Général des Services
    - Un agent municipal
  - **A titre permanent, en raison des contraintes liées à l'exercice des fonctions :**
    - Le Directeur des Services Techniques
    - Le chef de poste de la Police municipale
    - Le Directeur du Pôle Education
    - Le Directeur du Pôle Rayonnement
    - Le chef de service du Bureau d'Etudes
    - Les Chefs d'équipe des Services techniques
    - L'Agent affecté aux missions du service protocole
    - L'Agent affecté aux missions de placier du marché hebdomadaire
    - L'Agent affecté aux missions d'état des lieux des salles municipales
    - L'Agent d'astreinte

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 23 septembre 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



*Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.*